



12 octobre 2015

(15-5332)

Page: 1/9

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: espagnol

MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA COLOMBIE

Supplément

La communication ci-après, datée du 6 octobre 2015, est distribuée à la demande de la délégation de la Colombie.

1.1. Conformément à l'article 15.2 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC), ainsi qu'aux engagements pris par la Colombie en matière de transparence, le gouvernement de la République de Colombie souhaite informer le Comité des obstacles techniques au commerce des mesures prises dans le domaine de la normalisation, des règlements techniques, de l'accréditation, de l'évaluation de la conformité et de la métrologie, et de la mesure ci-après concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

1.2. Le 5 août 2015, le gouvernement national a publié le *Décret n° 1595 énonçant des règles relatives au sous-système national de la qualité et modifiant le livre 2, partie 2, titre 1, chapitre 7 et chapitre 8, section 1, du Décret réglementaire unique n° 1074 de 2015 relatif au secteur du commerce, de l'industrie et du tourisme, et d'autres dispositions*, qui est entré en vigueur le 6 octobre 2015. Ce Décret comprend notamment les dispositions suivantes:

ARTICLE 1.1.3.19. Institut colombien des normes techniques et de la certification (ICONTEC)

L'Institut colombien des normes techniques et de la certification (ICONTEC) sera, en ce qui concerne le gouvernement national, l'organisme chargé de l'évaluation et de la coordination dans le domaine de la normalisation technique; (...)

ARTICLE 1.1.3.20. Organisme national d'accréditation

L'Organisme national d'accréditation de la Colombie (ONAC) sera l'entité chargée d'accréditer les compétences techniques des organismes d'évaluation de la conformité. (...)

1 CHAPITRE 7: SOUS-SYSTÈME NATIONAL DE LA QUALITÉ

1.1 SECTION 1: DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2.2.1.7.1.1. Objet

Le présent chapitre a pour objet de réorganiser le sous-système national de la qualité (SNCA) dans le domaine de la normalisation, de la réglementation technique, de l'accréditation, de l'évaluation de la conformité, de la métrologie, de la surveillance et du contrôle. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.1.5. Objectifs du SNCA

Les objectifs fondamentaux du sous-système national de la qualité (SNCA) sont les suivants:

1. promouvoir sur les marchés la sécurité, la qualité, la confiance, l'innovation, la productivité et la compétitivité des secteurs de production et des importateurs de produits;
2. protéger les intérêts des consommateurs;
3. faciliter l'accès aux marchés et les échanges commerciaux;
4. aider les utilisateurs du système à assurer la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux et la préservation des végétaux;
5. protéger l'environnement et la sécurité nationale;
6. prévenir les pratiques de nature à induire en erreur les consommateurs.

1.2 SECTION 2: DÉFINITIONS**ARTICLE 2.2.1.7.2.1. Définitions**

Sans préjudice de ce qui est établi dans les décisions andines et les lois, les définitions ci-après s'appliqueront aux fins du présent chapitre et, dans les cas où elles diffèrent des définitions qui figurent dans les normes internationales ISO/CEI, des définitions du BIPM ou de l'OIML – y compris celles qui sont énoncées dans le VIM et dans le VIML – elles prévaudront sur ces dernières: (...)

Heure légale de la République de Colombie: s'entend de l'heure officielle en usage sur tout le territoire de la République de Colombie, établie par le gouvernement national et diffusée par l'Institut national de métrologie; (...)

Rapport d'évaluation de l'impact réglementaire (AIN): document que les entités de réglementation compétentes doivent élaborer pour résumer le processus et les résultats de l'évaluation de l'impact réglementaire dans le cadre de l'élaboration et de la publication des règlements techniques, sur la base du modèle qui sera établi par le Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme; (...)

Liste des problèmes: document qui indique les produits associés aux principaux problèmes qui compromettent les objectifs légitimes de la Colombie dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, et qui servira de contribution à l'élaboration du Plan annuel d'évaluation de l'impact réglementaire (PAAIN); (...)

Norme technique colombienne: norme technique approuvée ou adoptée en tant que telle par l'organisme national de normalisation de la Colombie;

Norme internationale: norme technique adoptée par une organisation internationale de normalisation et qui est mise à la disposition du public; (...)

Système d'information sur les certificats de conformité (SICERCO): registre public administré par la Direction générale de l'industrie et du commerce, dans lequel les organismes de certification et d'inspection accrédités enregistrent les certificats de conformité et les rapports d'inspection, le cas échéant, qu'ils établissent en ce qui concerne les produits visés par le respect des règlements techniques dont le suivi est assuré par cette Direction générale; (...)

SUIN – JURISCOL: *Système unique d'information réglementaire de l'État colombien*, administré par le Ministère de la justice et du droit (...).

1.3 SECTION 3: NORMALISATION**ARTICLE 2.2.1.7.3.1. Normalisation**

En Colombie, la normalisation technique sera effectuée par l'organisme national de normalisation, qui exercera les fonctions prévues dans le présent chapitre.

L'Institut colombien des normes techniques et de la certification (ICONTEC) fera office d'organisme national de normalisation (...).

ARTICLE 2.2.1.7.3.9. Incorporation des normes techniques dans des règlements techniques

Lorsqu'une norme technique colombienne est utilisée en totalité ou en partie comme fondement d'un règlement technique ou de toute autre mesure obligatoire, elle pourra être incorporée par l'entité de réglementation, en totalité ou en partie, dans le règlement technique ou l'autre mesure considérés. À cet effet, l'organisme national de normalisation fournira la norme pertinente (...).

1.4 SECTION 5: RÉGLEMENTATION TECHNIQUE**ARTICLE 2.2.1.7.5.1. Lignes directrices concernant la réglementation technique**

Les entités de réglementation devront adopter de bonnes pratiques en matière de réglementation technique de façon à ce que celle-ci n'ait ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce.

Les présentes dispositions sont complémentaires des dispositions en matière de transparence, de consultation et de bonnes pratiques internationales.

ARTICLE 2.2.1.7.5.2. Référence aux normes techniques nationales et internationales

Les règlements techniques devront être fondés sur les normes techniques internationales. De même, les normes techniques nationales harmonisées avec des normes techniques internationales pourront servir de référence pour les règlements techniques. Ce qui précède s'appliquera sauf si les unes ou les autres sont inefficaces ou inappropriées pour protéger les objectifs légitimes énoncés dans l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les obstacles techniques au commerce. Dans ce cas, le Règlement technique devra être étayé par des éléments de preuve scientifiques. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.5.6. Demande d'avis préalable

Pour pouvoir procéder à la notification d'un projet de règlement technique ou de procédures d'évaluation de la conformité, conformément à l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les obstacles techniques au commerce, les entités de réglementation devront au préalable demander l'avis de la Direction de la réglementation du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme, concernant le respect des lignes directrices du sous-système national de la qualité et la possibilité que le projet considéré crée des obstacles techniques non nécessaires au commerce réalisé avec d'autres pays. Cette demande devra être accompagnée de la liste des problèmes et du PAAIN. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.5.10. Notification

Tous les projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité devront être notifiés, par l'intermédiaire du point d'information de la Colombie, aux pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce et de la Communauté andine, et aux pays avec lesquels la Colombie a conclu des accords commerciaux qui sont en vigueur et qui prévoient une obligation de notification.

À cet effet, chaque entité de réglementation devra envoyer à la Direction de la réglementation du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme le projet de règlement technique ou de procédure d'évaluation de la conformité à des fins de notification. De même, les modifications de projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité devront être notifiées lorsqu'elles ont un impact qui rend la situation plus difficile pour celui qui est visé par la réglementation ou pour les utilisateurs.

Paragraphe 1. Toute modification ou tout ajout portant sur la teneur d'un règlement technique qui n'a pas été notifié nécessitera la notification du règlement technique dans son intégralité.

Paragraphe 2. Une fois le règlement technique publié, l'entité de réglementation devra faire parvenir au point d'information OTC/SPS de la Colombie l'acte administratif pertinent pour notification.

Paragraphe 3. Conformément aux dispositions de l'article 72 de la Loi n° 1480 de 2011, aucun règlement technique ne pourra être publié au Journal officiel ni, par conséquent, entrer en vigueur s'il n'est pas accompagné de la certification délivrée par le point d'information OTC/SPS de la Colombie, sous réserve des exceptions prévues pour l'adoption des règlements techniques d'urgence. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.5.13. Détermination des équivalences

Les entités de réglementation seront compétentes pour déterminer les équivalences des règlements techniques, après réalisation d'une étude technique à cet effet. Dans le cas où, après la publication d'un règlement technique, de nouvelles équivalences sont trouvées, l'autorité de réglementation compétente les incorporera au règlement technique au moyen d'un instrument modifiant celui-ci. (...)

1.5 SECTION 6: ÉLABORATION ET PUBLICATION DES RÈGLEMENTS TECHNIQUES

ARTICLE 2.2.1.7.6.6. Niveaux de risque

Dans le cadre des évaluations de l'impact réglementaire, les entités de réglementation devront déterminer et caractériser les risques en fonction des niveaux de protection appropriés liés aux objectifs légitimes. Les niveaux de risque sont classés comme suit:

Risque faible: probabilité de survenance faible et impact faible;

Risque modéré: probabilité de survenance élevée et impact faible, ou probabilité de survenance faible et impact élevé;

Risque élevé: probabilité de survenance élevée et impact élevé.

Dans les cas où la mesure à adopter est un règlement technique, on utilisera, sauf dans des cas particuliers et justifiés déterminés par l'autorité de réglementation, le niveau de risque fixé dans l'évaluation de l'impact réglementaire comme critère général pour démontrer la conformité de la manière suivante:

1. Risque faible: Déclaration de conformité de première partie suivant les modalités et conditions prévues dans la norme technique colombienne NTC – ISO/CEI 17050 – parties 1 et 2, et ses mises à jour ou modifications; et
2. Risque modéré ou élevé: certificat de conformité de tierce partie établi par un organisme accrédité.

Paragraphe. Dans le cas de la présentation d'une déclaration de conformité de première partie, il est présumé que le déclarant a effectué lui-même les vérifications, inspections et essais prescrits dans le règlement technique et que, par conséquent, il sera tenu pour responsable de la conformité des produits avec les prescriptions spécifiques énoncées dans le règlement technique pertinent, conformément à la norme NTC – ISO/CEI 17050 – parties 1 et 2 et à ses mises à jour ou modifications. (...)

1.6 SECTION 7: ACCRÉDITATION

ARTICLE 2.2.1.7.7.1. Objet de l'activité d'accréditation

L'activité d'accréditation a pour objet d'établir une déclaration de tierce partie relative à un organisme d'évaluation de la conformité, qui apporte la démonstration formelle de sa compétence pour réaliser des activités spécifiques d'évaluation de la conformité (...)

ARTICLE 2.2.1.7.7.3. Rôle de l'Organisme national d'accréditation

Le rôle principal de l'Organisme national d'accréditation est de fournir des services d'accréditation aux organismes d'évaluation de la conformité, conformément aux règles nationales et internationales applicables en matière d'accréditation, en ce qui concerne les règlements techniques, les normes techniques et autres documents normatifs. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.7.5. Reconnaissance de l'accréditation

Le statut d'organisme accrédité sera reconnu dans le cadre du sous-système national de la qualité (SNCA) à condition que l'accréditation ait été accordée par l'Organisme national d'accréditation de la Colombie ou par des entités publiques qui exercent légalement cette fonction, ou par des entités d'accréditation étrangères reconnues dans le cadre des accords de reconnaissance multilatérale, conformément aux dispositions de la section 9 du présent chapitre.

ARTICLE 2.2.1.7.7.6. Fonction de représentation de l'Organisme national d'accréditation

L'Organisme national d'accréditation de la Colombie représentera le pays et défendra sa position devant la Communauté andine et les instances multilatérales en matière d'accréditation et il participera aux activités des institutions et activités régionales et internationales liées aux activités d'accréditation, sans préjudice des compétences des entités publiques en la matière. (...)

1.7 SECTION 8: ORGANISMES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ**ARTICLE 2.2.1.7.8.1. Activités des organismes d'évaluation de la conformité**

Les organismes d'évaluation de la conformité situés dans le pays devront être accrédités par l'Organisme national d'accréditation en vertu d'un document normatif pour pouvoir réaliser des activités d'évaluation de la conformité, s'agissant d'un règlement technique, telles que la certification, l'inspection, la réalisation d'essais/de tests et de l'étalonnage, ou la fourniture d'essais d'aptitude et d'autres activités soumises à accréditation. Lorsque l'Organisme national d'accréditation n'a pas la compétence technique nécessaire pour accréditer un organisme dans un domaine voulu, il pourra recourir au système établi pour l'accréditation transfrontières afin de fournir le service considéré dans le pays. Les organismes d'évaluation de la conformité situés à l'étranger seront assujettis aux dispositions de l'article 2.2.1.7.9.2, alinéas 2, 3 et 4, du présent Décret.

Paragraphe. Ne pourront réaliser des activités de certification et d'inspection les entités qui auront fourni à la même personne physique ou morale des services de consultation ou de conseil concernant un élément quelconque lié à l'objet de l'évaluation de la conformité.

ARTICLE 2.2.1.7.8.2. Délivrance des certificats de conformité

Les organismes de certification délivreront un certificat de conformité après vérification du respect des prescriptions pertinentes. Les documents justificatifs pour la délivrance des certificats de conformité avec des règlements techniques devront au moins contenir les éléments suivants: éléments de preuve objectifs de la vérification de toutes les prescriptions énoncées dans le règlement technique, accompagnés des pièces documentaires correspondantes, des méthodes d'essai, du plan d'échantillonnage, des résultats de l'évaluation, de l'identification des produits ou des catégories de produit, de la durée de validité et du programme de certification utilisé, conformément à la NTC ISO/CEI 17067 ou à toute norme la remplaçant. (...)

1.8 SECTION 9: PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ**ARTICLE 2.2.1.7.9.2. Procédure d'évaluation de la conformité de produits**

Conformément à l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les obstacles techniques au commerce, tant les producteurs nationaux que les importateurs des produits visés par des règlements techniques devront obtenir le certificat de conformité pertinent préalablement à la commercialisation. Ce certificat de conformité sera valable en Colombie, à condition d'avoir été obtenu selon l'une des modalités suivantes:

1. il a été délivré par un organisme de certification accrédité par l'Organisme national d'accréditation et la portée de l'accréditation inclut le produit et le règlement technique considérés;
2. il a été délivré par un organisme de certification étranger accrédité par un organisme d'accréditation reconnu dans le cadre des accords de reconnaissance multilatérale auxquels l'Organisme national d'accréditation de la Colombie est partie, à condition que le pays

- émetteur accepte les certificats colombiens pour les produits nationaux. Le Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme réglera cette question. L'entité de réglementation pourra exiger une procédure additionnelle de vérification au niveau national;
3. il a été délivré par un organisme de certification accrédité par un organisme d'accréditation reconnu dans le cadre d'un accord de reconnaissance multilatérale auquel l'Organisme national d'accréditation n'est pas partie. Ces certificats de conformité pourront être reconnus, après évaluation, par des organismes de certification accrédités en Colombie dès lors que leur compétence inclut le produit et le règlement technique considérés. L'organisme de certification accrédité en Colombie devra vérifier la portée de l'accréditation et il pourra déclarer la conformité avec les prescriptions énoncées dans le règlement technique colombien pertinent et ceux qui sont reconnus comme équivalents.
L'organisme d'évaluation de la conformité en Colombie qui reconnaît les résultats de l'évaluation de la conformité communiqués par un organisme d'évaluation de la conformité accrédité étranger devra démontrer à l'Organisme national d'accréditation qu'il a conclu avec son homologue un accord garantissant qu'il est compétent pour effectuer l'évaluation de la conformité à l'étranger;
 4. il a été délivré dans le cadre d'un accord de reconnaissance mutuelle en vigueur conclu entre la Colombie et l'autre pays.

Paragraphe 1. Il sera entendu que l'organisme d'évaluation de la conformité qui reconnaît les certificats d'une tierce partie fait siens ces certificats, de telle sorte qu'il assume les mêmes responsabilités que lorsqu'il délivre directement les certificats.

Paragraphe 2. Les entités de réglementation devront prévoir dans les règlements techniques les modalités établies dans le présent article et déterminer les documents valables, conjointement avec le programme de certification applicable au titre de la norme NTC-ISO/CEI 17067, pour pouvoir démontrer la conformité du produit avec le règlement technique considéré.

Paragraphe 3. Les producteurs nationaux et les importateurs des produits visés par des règlements techniques en vigueur qui ne spécifient pas le type de certificat de conformité auront recours à l'un des programmes établis dans la norme NTC-ISO/CEI 17067, et dans ses ajouts ou modifications, ainsi qu'aux dispositions du présent article.

Paragraphe 4. Lorsque le certificat de conformité, délivré conformément au présent article, démontre qu'une référence normative est respectée et que, ainsi, les prescriptions établies dans un règlement technique sont en partie respectées, le respect des prescriptions restantes du règlement technique devra être démontré suivant l'une quelconque des modalités prévues dans le présent chapitre. En tout état de cause, les produits ne pourront en aucun cas être commercialisés, ni être mis à la disposition de tiers, tant que l'on ne disposera pas du certificat, délivré par un organisme compétent aux termes du présent chapitre, qui démontre que le règlement technique est pleinement respecté.

Une fois le certificat de conformité obtenu, l'importateur devra le joindre à la licence d'importation ou au document d'enregistrement des importations au moment de la présentation de ceux-ci au guichet unique du commerce extérieur (VUCE). (...)

1.9 SECTION 11: MÉTROLOGIE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE

ARTICLE 2.2.1.7.11.1. Autorité nationale de la métrologie scientifique et industrielle

L'Institut national de métrologie (INM) est l'autorité compétente pour coordonner l'exécution de la métrologie scientifique et industrielle au niveau national, conformément aux dispositions du Décret n° 4175 de 2011.

L'Institut national de métrologie fournira aux laboratoires, aux centres de recherche et à l'industrie les documents de référence, les services d'essais d'aptitude/d'essais de comparaison interlaboratoires et d'étalonnage de mesures, lorsqu'ils ne peuvent pas être fournis par les laboratoires ou par les fournisseurs de services accrédités qui constituent le réseau. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.11.6 Diffusion et divulgation du Système international d'unités (SI)

L'Institut national de métrologie (INM) sera l'entité chargée du développement de la traçabilité métrologique conformément au Système international d'unités (SI) et de sa divulgation, ce système s'entendant du système des unités de base et des unités dérivées définies par la Conférence générale des poids et mesures.

Afin de garantir la divulgation et la diffusion du Système international d'unités, l'Institut national de métrologie (INM) déterminera avec l'autorité compétente les mécanismes nécessaires pour faciliter l'importation et l'exportation, pour son usage exclusif, d'étalons de mesures, d'appareils, d'instruments de mesure, de spécimens, de matériels de référence et d'intrants pour leur production.

Paragraphe. La Direction générale de l'industrie et du commerce déterminera, après avis de l'Institut national de métrologie (INM), l'emploi des unités de mesure traditionnelles qui ne font pas partie du Système international d'unités (SI), et qui devront être exprimées en unités de mesure des deux systèmes. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.12.6. Heure légale de la République de Colombie

Conformément au paragraphe 14 de l'article 6 du Décret n° 4175 de 2011, il incombe à l'Institut national de métrologie (INM), entre autres choses, de maintenir, de coordonner et de diffuser l'heure légale de la République de Colombie. Par conséquent, les entreprises, les entités ou les organismes dont les services consistent à faire connaître ce produit ou à l'utiliser d'une quelconque manière devront divulguer l'heure légale coordonnée par cette entité. (...)

1.10 SECTION 14: MÉTROLOGIE LÉGALE**ARTICLE 2.2.1.7.14.1. Autorités de contrôle métrologique**

La Direction générale de l'industrie et du commerce est l'entité compétente pour élaborer et publier les règlements techniques métrologiques concernant les instruments de mesure soumis au contrôle métrologique.

La Direction générale de l'industrie et du commerce et les municipalités exerceront le contrôle métrologique directement ou avec l'appui d'organismes agréés de vérification métrologique et/ou d'organismes d'évaluation de la conformité, dans leur ressort territorial. De même, lorsque la Direction générale de l'industrie et du commerce décidera d'effectuer des campagnes de contrôle métrologique dans une région donnée du pays, elle coordonnera les vérifications et inspections jugées les plus appropriées avec les autorités locales.

En outre, la Direction générale de l'industrie et du commerce pourra mettre en œuvre les outils technologiques ou informatiques qu'elle juge nécessaires pour assurer le contrôle métrologique approprié et déterminera la forme sous laquelle les producteurs, les importateurs, les réparateurs et les responsables des instruments de mesure communiqueront des renseignements au système.

La surveillance exercée par la Direction générale de l'industrie et du commerce dans le domaine du contrôle métrologique vise de la même manière les détenteurs des instruments de mesures, les réparateurs, les organismes agréés de vérification métrologique, les organismes d'évaluation de la conformité, (...)

ARTICLE 2.2.1.7.14.3. Instruments de mesures soumis au contrôle métrologique

Sont, en particulier, soumis au respect des prescriptions du présent chapitre les instruments de mesure qui servent à mesurer, peser ou compter, notamment dans l'objectif:

1. d'effectuer des transactions commerciales ou de déterminer le prix de services;
2. de rémunérer ou d'évaluer d'une façon quelconque des travaux professionnels;
3. de fournir des services publics domiciliaires;
4. de réaliser des activités qui peuvent porter atteinte à la vie, à la santé ou l'intégrité physique, à la sécurité nationale ou à l'environnement;

5. d'effectuer des actes d'expertise ou de nature judiciaire ou administrative;
6. d'évaluer la conformité des produits et des installations;
7. de déterminer la quantité de composants d'un produit dont le prix ou la qualité dépendent de ces composants. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.15.6 Obligation d'enregistrement

Conformément aux dispositions de l'article 17 de la Loi n° 1480 de 2011, tout producteur ou importateur devra, préalablement à la mise en circulation ou à l'importation des produits visés par un règlement technique, s'inscrire au Registre des producteurs et importateurs de produits assujettis au respect de règlements techniques qui aura été établi à cet effet par l'entité compétente.

1.11 SECTION 16: ÉVALUATION VOLONTAIRE DE LA CONFORMITÉ

ARTICLE 2.2.1.7.16.1. Évaluation volontaire de la conformité

S'agissant des biens et services qui ne sont pas assujettis à des règlements techniques, il sera possible d'obtenir des certificats de la conformité dans le cadre du sous-système national de la qualité.

ARTICLE 2.2.1.7.16.2 Qualité dans le cadre des transactions

Dans le cadre des transactions commerciales et des démarches administratives, le respect de normes techniques et l'utilisation de certificats de conformité délivrés par les organismes accrédités visés dans le présent chapitre pourront être exigés. (...)

1.12 SECTION 17: SURVEILLANCE ET CONTRÔLE

ARTICLE 2.2.1.7.17.1. Compétences de la Direction générale de l'industrie et du commerce

La Direction générale de l'industrie et du commerce devra mener les enquêtes administratives pertinentes à l'égard des organismes d'évaluation de la conformité, en ce qui concerne le respect des prescriptions couvertes par le certificat de conformité ou le document d'évaluation de la conformité que ceux-ci auront délivré par rapport à des règlements techniques ou à des normes techniques liés à des marchés publics.

De même, la Direction générale de l'industrie et du commerce devra mener les enquêtes administratives pertinentes à l'égard des organismes de vérification métrologique, des réparateurs agréés qui manquent à leurs obligations dans le cadre de leurs fonctions, et des producteurs, importateurs, commerçants et responsables de produits ou d'instruments de mesure qui manquent à leurs obligations dans le cadre du présent chapitre ou des règlements techniques pertinents.

Ce qui précède s'applique conformément aux dispositions des articles 73 et 74 de la Loi n° 1480 de 2011.

La Direction générale de l'industrie et du commerce, dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi n° 1480 de 2011, pourra mener des enquêtes à l'égard de ceux qui, au cours de l'importation ou de la commercialisation de produits visés par des règlements techniques ou des normes techniques liés à des marchés publics présentent des certificats de conformité, des déclarations de conformité ou des résultats d'essais de laboratoire au sujet desquels il existe une suspicion de falsification ou d'altération, et, à la suite de ces enquêtes, les sanctions prévues à l'article 61 de la Loi n° 1480 de 2011 pourront être infligées. Ce qui précède est sans préjudice des procédures pénales pertinentes. (...)

ARTICLE 2.2.1.7.17.5 Création du Système d'information sur les certificats de conformité (SICERCO)

Il est créé un Système d'information sur les certificats de conformité (SICERCO), administré par la Direction générale de l'industrie et du commerce, dans lequel les organismes de certification et

d'inspection accrédités par l'Organisme national d'accréditation devront enregistrer, sous forme électronique, tous les certificats de conformité qu'ils délivrent pour des produits assujettis au respect de règlements techniques. La Direction générale de l'industrie et du commerce élaborera la réglementation concernant ce système.

Le Système d'information sur les certificats de conformité (SICERCO) est un registre public et il pourra être consulté sur le site Web de la Direction générale de l'industrie et du commerce.
